

DÉPARTEMENT

de l'Aube

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRONDISSEMENT

de TROYES

ACTE DE CONCESSION

Perpétuelle

DE TERRAIN

COMMUNE

DANS LE CIMETIÈRE

DE

Buyeuil

Le Maire de la Commune de

Buyeuil

N°.....

Vu le décret du 25 prairial an XII (12 juin 1804), dans ses dispositions

au répertoire d'enregist' concernant les concessions de terrains pour fondations de sépultures privées
dans les cimetières ;

N° *93* du registre

Vu l'ordonnance du 6 décembre 1845, relative aux cimetières communaux ;

Vu la délibération du Conseil municipal, en date du *7 février 1897*

N° *2* de 19*82*

portant fixation d'un tarif pour les concessions de terrains dans le cimetière
communal,

Vu la demande qui nous a été présentée par *M. Adame Veuve*

Guillot née Nédélec Eulalie

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est concédé à *perpétuité*, avec garantie
de tous troubles, à *M^{me} V^e Guillot née Nédélec*, sus-nommé, e
une superficie de *deux* mètres — carrés de terrain dans le cimetière
communal, soit *deux* mètres — de long sur *un* mètre
de large, pour y fonder la sépulture de

ART. 2. — Le concessionnaire disposera, en conséquence, de cette parcelle
de terrain, à dater de ce jour, mais seulement pour la destination ci-dessus
indiquée.

ART. 3. — Il pourra élever sur le terrain concédé tel monument funé-

raire que bon lui semblera, pourvu toutefois qu'il n'empiète en aucune manière sur les terrains environnants, et sauf l'action de la police en ce qui concerne les signes, et inscription qui pourraient être contraires à la morale et à l'ordre public. Dans aucun cas, et quelle que soit la forme du monument, le corps ne pourra être placé au-dessus du sol.

ART. 4. — Le concessionnaire devra se conformer entièrement aux lois décrets, ordonnances, règlements de police, existants ou à faire, relatifs aux sépultures.

ART. 5. — Les frais de timbre, d'enregistrement et d'expédition du présent acte seront à la charge du concessionnaire.

ART. 6. — Cette concession est faite, en outre, moyennant la somme de mille francs, que M^{me} ve Guillot est tenu de verser immédiatement dans la caisse du Receveur municipal. — Le tiers de cette somme sera, conformément aux instructions sur la matière, employé au soulagement des pauvres.

ART. 7. — Le prix de la concession est attribué, savoir :

- 1° A la Ville : six cent soixante sept frs
2° Au Bureau de bienfaisance : trois cent trente trois frs.
3° A l'Hôpital :
4° A l'Assistance médicale gratuite :

Fait à Buxeuil, le 2 Août 1982

Pour acception :

Le Maire,

Le Concessionnaire,

Signé Diligent

Signé Guillot

Pour copie conforme
a Buxeuil le 2 Août 1982

Le Maire

Diligent



Enregistré à Paris - Seine
le vingt-trois août 1982. f 39/663
Reçu cent quarante fr